

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARP INDUSTRIES RHONE ALPES**

943 chemin de l'Isilon  
38670 Chasse-Sur-Rhône

Références : UiD4243-DSSP-025-487  
Code AIOT : 0006103506

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SARP INDUSTRIES RHONE ALPES implanté L'Horme Chemin de l'Horme 42450 Sury-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP INDUSTRIES RHONE ALPES
- L'Horme Chemin de l'Horme 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 16/02/2017, la société SIRA est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux située au lieu-dit « l'Horre » sur la commune de Sury-le-Comtal. Cette autorisation comprend la création d'un 6ème casier. Les travaux d'aménagement de ce 6ème casier se sont terminés fin 2018 et il a été mis en exploitation (rapport du 04/12/2018).

Seules les boues d'hydroxydes métalliques provenant du centre de traitement SIRA de Chasse sur Rhône sont admises sur l'installation de stockage.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Schéma des réseaux   | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.2.2    | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 2  | Réseaux de collecte des effluents                                      | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1     | Demande d'action corrective  | 3 et 9 mois           |
| 3  | Collecte des effluents liquides  | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1     | Demande d'action corrective  | 3 et 9 mois           |
| 8  | Transmission GIDAF   | Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II    | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 10 | Contrôle de recalage   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 12 | Surveillance des eaux souterraines                                     | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.2 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 14 | Cuve de stockage de lixiviats  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25       | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 4  | Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets          | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.4.1  | Sans objet        |
| 5  | Points de prélèvement aménagés                            | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.4.2  | Sans objet        |
| 6  | Respect des périodicités minimales de surveillance        | Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2 | Sans objet        |
| 7  | Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement | Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2 | Sans objet        |
| 11 | Surveillance des eaux souterraines                        | Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.3 | Sans objet        |
| 13 | Protection du piézomètre                                  | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8        | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datée. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.<br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté un plan des réseaux disponible sur informatique. Mais, lors de son examen, il a rapidement signalé que la dernière mise à jour effectuée comporte des erreurs.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Le plan des réseaux présenté comporte des erreurs en regard de la réalité des installations. Sous un délai de 3 mois, un plan corrigé sera transmis à l'inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

### N° 2 : Réseaux de collecte des effluents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Extrait :<br>Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site, un fossé extérieur de collecte, largement dimensionné et étanche, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre. Il doit obligatoirement être mis en place avant le début de l'exploitation. |
| <b>Constats :</b>  |

La visite des installations a permis de constater la présence du fossé cité dans la prescription au niveau des casiers 4, 5 et 6. Toutefois, pour le cas particulier de face Ouest du site, il est absent au niveau du casier n°4.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** La face Ouest du casier 4 n'est pas équipée d'un fossé permettant de collecter les eaux pluviales ruisselant sur le haut du casier. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant établira un plan d'action décrivant les travaux d'amélioration à mettre en œuvre. Il visera un objectif de fin de travaux sous un délai de 9 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 et 9 mois

**N° 3 : Collecte des effluents liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, lixiviats, stabilité des flancs

**Prescription contrôlée :**

Extrait :

Les flancs de l'installation de stockage doivent être équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage du fond.

**Constats :**

Au cours de la visite, il a été constaté, au niveau de la face Est du casier 6, que le bord du talus constitué par les déchets entreposés semble s'avancer de façon un peu trop importante sur le bord du merlon du casier. Ainsi, en cas de forte pluie orageuse, un doute subsiste sur le fait qu'un ruissellement d'eaux pluviales sur le flanc des déchets puisse s'écouler en dehors du casier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** Sous un délai de 3 mois, l'exploitant proposera un plan d'actions visant à améliorer la situation observée. Il visera un objectif de fin de travaux sous un délai de 9 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 et 9 mois

**N° 4 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales collectées au droit de l'ISDD sont dirigées par pompage dans le réseau communal :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,</li> <li>- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).</li> </ul> <p>Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales collectées rejoignent, lors de leur rejet, une canalisation dédiée du réseau communal de la zone. Ces effluents rejoignent ensuite un fossé dont l'exutoire final est le cours d'eau "La Mare". Le fossé recueille les effluents d'autres installations de la zone.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 5 : Points de prélèvement aménagés

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.4.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise actuellement les prélèvements des effluents rejetés (eaux pluviales stockées dans un bassin dédié) au niveau d'un robinet positionné sur la canalisation de rejet. Ce point est facilement accessible.</p> <p>Il a par ailleurs précisé que le gestionnaire du réseau a fait effectuer un prélèvement 24h sur un autre point du réseau de collecte.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 6 : Respect des périodicités minimales de surveillance

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse de la qualité des eaux pluviales est effectuée à la fréquence trimestrielle sur l'ensemble des paramètres listés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus.</p> <p>Une fois par an, cette analyse comprend en outre le suivi de l'Arsenic tel que visé au 3 du tableau ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports d'exploitation transmis par l'exploitant à l'inspection montrent que la périodicité des analyses imposée est respectée pour les rejets d'eaux pluviales.</p> <p>Les lixiviats collectés sont stockés dans une cuve dédiée et évacuée en tant que déchets.</p>                            |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 7 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les eaux de drainage sous casiers (casiers 5 et 6) sont pompées dans un regard situé à l'angle Sud-Est du site et rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales.<br><br>Les eaux pluviales et les eaux souterraines pompées sont stockées dans un bassin de 1 200 m <sup>3</sup> avant rejet au réseau pluvial communal. Le débit de rejet est fixé à 30 m <sup>3</sup> /h.<br>Une autorisation de rejet et une convention spéciale de déversement sont établies par le gestionnaire du réseau et transmises à l'inspection des installations classées.<br><br>Les eaux pluviales ne peuvent être rejetées au réseau pluvial communal que si elles respectent au moins les valeurs du tableau suivant : (voir tableau mentionné dans l'arrêté préfectoral)  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les résultats d'analyses transmis au titre de l'année 2025 montrent le respect des valeurs limites d'émission fixées en concentration.<br><br>Au-delà de ces valeurs limites en concentration, il a été rappelé à l'exploitant l'importance de veiller également au flux des effluents rejetés en regard de l'acceptabilité du milieu récepteur (cours d'eau La Mare, débit d'étiage de 114 L/s). L'article 4.7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 précise notamment que le fonctionnement de l'installation doit être compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visées au IV de l'article L 212-1 du code de l'environnement.<br>En 2025, pour le cas particulier de Ni et Cu, selon les résultats adressés à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• Ni : flux maximal rejeté en septembre = 5,2 g/j, représente 13 % du flux admissible par le milieu récepteur (NQE Ni = 4 µg/L),</li><li>• Cu : flux maximal rejeté en septembre = 1,3 g/j, représente 13 % du flux admissible par le milieu récepteur (NQE Cu = 1 µg/L).</li></ul> Des échanges sont en cours entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau pour la rédaction de la convention de déversement et l'autorisation de rejet. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 8 : Transmission GIDAF**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 10.1.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'application GIDAF :<br>trimestriellement pour les paramètres visés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus ;<br>annuellement pour ce qui concerne le paramètre visé au 3 du tableau ci-dessus. |
| <b>Constats :</b><br><br>Au titre de l'année 2025, les résultats d'analyses des rejets d'eaux pluviales des campagnes de mars   |



|   |
|---|
| et juin n'ont pas été saisis dans Gidaf. Seuls les résultats de septembre 2025 sont saisis.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant veillera à ce qu'une saisie exhaustive des résultats d'analyses des rejets d'eaux pluviales de l'année 2025 soit effectuée dans Gidaf |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 9 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>  |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Pour les analyses effectuées selon une fréquence trimestrielle (en application de l'arrêté préfectoral), le prélèvement réalisé est de type "instantané" à un instant "t" au niveau du robinet. Les analyses sont effectuées par le laboratoire Cereco Sud. Un examen par sondage sur les paramètres analysés a permis d'identifier que ce laboratoire dispose d'une accréditation Cofrac et d'un agrément (cf site internet <a href="https://labeau.ecologie.gouv.fr/">https://labeau.ecologie.gouv.fr/</a>). Il a toutefois été identifié une exception pour les cas du mercure : ce paramètre est bien cité dans l'accréditation COFRAC n°1-1209 pour la matrice eaux résiduaires mais n'est pas dans la liste des paramètres pour lesquels il serait agréé.</p> <p>Les conditions de prélèvements mises en œuvre ne respectent pas les dispositions prévues par le guide visé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : un seul prélèvement n'est pas suffisant pendant la durée de la vidange.</p> <p>Pour mémoire : les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont rendues applicables aux installations via l'article 31 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les dispositions qu'il compte mettre en œuvre afin de modifier les conditions de prélèvement et respecter les dispositions du guide visé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998.  |
| <b>Observation :</b> En lien avec le laboratoire Cereco Sud en charge de la réalisation des analyses,   |

|   |
|---|
| l'exploitant apportera des explications sur l'absence du paramètre mercure dans la liste des paramètres visés par l'agrément délivré pour la période 10/04/2025 au 10/04/2030). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 10 : Contrôle de recalage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses imposées par l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site sont sous-traitées à un laboratoire agréé. Dans ces conditions, le contrôle de recalage ne s'applique pas. Toutefois, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. Or, il apparaît que les conditions de prélèvements ne respectent pas le guide visé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (cf point de contrôle précédent).</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Non-conformité :</b> En lien avec le point de contrôle précédent, justifier sous un délai de 3 mois des dispositions qui pourront être prises pour modifier les conditions de prélèvement des échantillons.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 11 : Surveillance des eaux souterraines**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature et fréquence d'analyse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Quatre fois par an au minimum, et deux fois en période présumée de basses eaux et hautes eaux, des analyses des eaux souterraines portant sur les paramètres suivants seront effectuées :<br><br>- pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, phénols, Cr6+, Cd, Pb, Hg, fluorures, nitrates, nitrites, arsenic et cyanures libres et totaux.<br><br>Ces analyses seront effectuées, à minima, sur la moitié des piézomètres, en alternance pour avoir au moins deux mesures sur chacun des piézomètres annuellement. Le niveau d'eau sera relevé sur chaque piézomètre tous les trimestres.<br><br><u>Suivi inspection 2024, constat n°4, observation :</u><br>Fournir les rapports d'analyses des eaux souterraines du 4ème trimestre 2023.<br>Ajuster les prélèvements pour qu'il y ait au moins un prélèvement en période présumée de basses eaux et un en période présumée de hautes eaux sur chacun des piézomètres.<br>Commenter plus particulièrement dans le rapport annuel d'exploitation les résultats du suivi des eaux souterraines au regard des nouvelles données disponibles. |
| <b>Constats :</b><br>Les analyses des eaux souterraines sont réalisées conformément aux prescriptions (fréquences paramètres).<br><br>Les prélèvements ont été ajustés afin que chaque ouvrage dispose d'un prélèvement en haute et basse eaux et le rapport d'analyses du 4ème trimestre 2023 a été fourni.<br><br>Des teneurs élevées en Ni (jusqu'à 230 µg/l au niveau de Pz 17 Aval Bouyer) sont toujours observées, sans qu'une explication sur l'origine puisse être clairement identifiée.<br><br>Par ailleurs, un examen de la base de données du BRGM semble montrer que tous les piézomètres présents sur site n'auraient pas été déclarés et/ou correctement localisés.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><u>Observations :</u><br>La surveillance des eaux souterraines doit être poursuivie telle que réalisée et selon la fréquence prescrite, y compris pour le paramètre Ni (non visé à l'article 10.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2017). Lors de la prochaine transmission du rapport d'exploitation annuel, l'exploitant essaiera d'apporter des précisions complémentaires, notamment sur l'origine possible du Ni dans les eaux souterraines et l'impact possible sur les éventuels usages en aval.<br><br>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant veillera à la mise à jour des informations communiquées au BRGM, afin que la base de données recensant les piézomètres corresponde à la réalité des installations.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Surveillance des eaux souterraines**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et échantillonnage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.<br>Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique sera effectuée sur chaque ouvrage.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Un examen du rapport d'analyse fourni pour la campagne de septembre 2025 montre que le document ne répond pas complètement au fascicule AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000, il ne constitue pas une fiche de prélèvement.<br>Sans procéder à une lecture comparative exhaustive, il apparaît que des informations sur les documents présentés sont manquantes, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• côte NGF de la nappe,</li><li>• volume de purge,</li><li>• présence de phase flottante ou plongeante,</li><li>• caractéristiques de l'ouvrage</li><li>• ....</li></ul> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas présenté pas de documents justifiant que le prélèvement et l'échantillonnage des prélèvements effectués sur les piézomètres sont effectués selon les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.<br>A l'issue de la prochaine campagne d'analyse, il doit pouvoir justifier que le fascicule cité est respecté (des modèles de fiches prélèvements sont proposés dans le document).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 13 : Protection du piézomètre**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>« Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête [du forage][...]pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement [du forage][...]des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du [du forage][...]est interdit par un dispositif de sécurité. » |
| <b>Constats :</b><br><br>Les piézomètres sont équipés d'un capot de fermeture, dont l'ouverture est limitée par un cadenas.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 14 : Cuve de stockage de lixiviats**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Extraits :<br>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».<br>...<br>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.<br>...<br>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. |
| <b>Constats :</b><br><br>Avant expédition vers une installation autorisée, les lixiviats sont pompés depuis le bassin dédié pour être stockés dans un réservoir aérien double paroi.<br>Ce réservoir ne dispose d'aucun dispositif permettant de vérifier la présence de liquide dans la double paroi, et donc de s'assurer que cette double paroi est toujours en capacité d'assurer la fonction de rétention.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant veillera à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'être en capacité de surveiller la présence de liquide dans la double enveloppe du réservoir de stockage des lixiviats.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |